



Budget 2017 : un discours de campagne et un déni de réalités

Synthèse

Le budget 2017, tel qu'il est présenté par le gouvernement ressemble à un véritable produit pour la campagne présidentielle, sans doute en faveur de l'actuel président de la République.

Cette présentation vise à démontrer que les promesses du candidat Hollande sont réalisées. La France respecte ses engagements européens ; l'emploi redémarre, la situation des ménages à faible revenu s'améliore, etc.

Il n'empêche que sur le fond, le discours du gouvernement demeure fidèle à l'économie de l'offre et aux analyses libérales, notamment en ce qui concerne le respect des normes définies dans une logique purement financière et libérale. Et cela, alors même que la gravité de la situation économique et la poursuite des tendances déflationnistes dans le monde conduit à une remise en cause des dogmes libéraux par les libéraux eux-mêmes, comme le montre par exemple la déclaration du G 20 sur la nécessité des investissements publics (alors que jusqu'ici le discours dominant était la nécessité de réduction des dépenses publiques), ou encore la nécessité de rompre avec l'objectif d'un taux d'inflation inférieur à 2 % proposée par de nombreux travaux, y compris ceux réalisés dans le cadre de la Banque centrale américaine.

La présentation considère l'Allemagne comme référence, l'exemple à suivre.

Par sa présentation, le gouvernement réaffirme son attachement au langage et aux souhaits patronaux. La présentation reprend le fameux théorème de Schmidt : les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain. Le raisonnement du gouvernement est donc le suivant, en trois actes : le taux de marge des entreprises a augmenté et atteint son niveau historique ; les entreprises investissent et créent des emplois.

Viennent ensuite des affirmations quant à la réduction des inégalités en trois actes. Le gouvernement annonce une certaine hausse des dépenses, dont une grande partie en faveur des entreprises, la des dépenses en faveur des collectivités étant nettement en-deçà des baisses des années précédentes

Enfin, le budget est bâti sur une hypothèse de croissance du PIB à 1,5 %, prévision jugée trop optimiste par la plupart des économistes.

Montreuil, le 22 septembre 2016.



Analyse détaillée

(Rappel : les phrases en *italiques* et entre guillemets sont reprises du document présenté par le gouvernement)

L'Allemagne : la référence, l'exemple à suivre

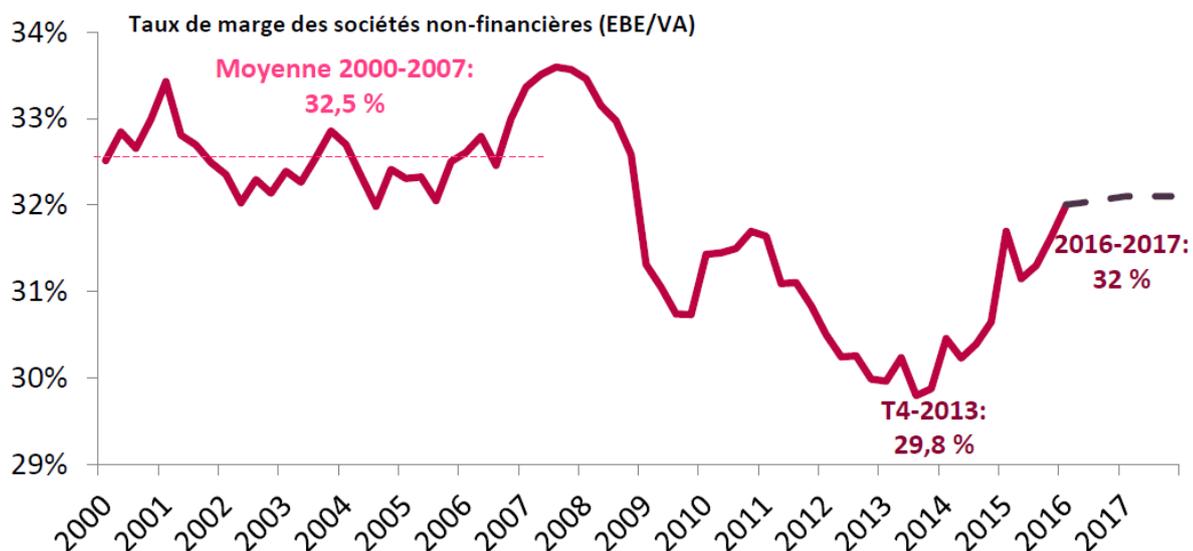
Voici ce qui dit le ministre lors de sa présentation : « *Sur l'ensemble du quinquennat, un effort de redressement de nos comptes bien plus important qu'outre Rhin : Alors que l'écart entre le déficit public français et allemand s'est accru de 2 points de PIB entre 2007 et 2012, il se sera réduit de 2 point de PIB entre 2012 et 2017* »

Par sa présentation, le gouvernement réaffirme son attachement au langage et aux souhaits patronaux

La présentation reprend le fameux théorème de Schmidt : les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain. Le raisonnement du gouvernement est donc le suivant, en trois actes : le taux de marge des entreprises a augmenté et atteint son niveau historique ; les entreprises investissent et créent des emplois.

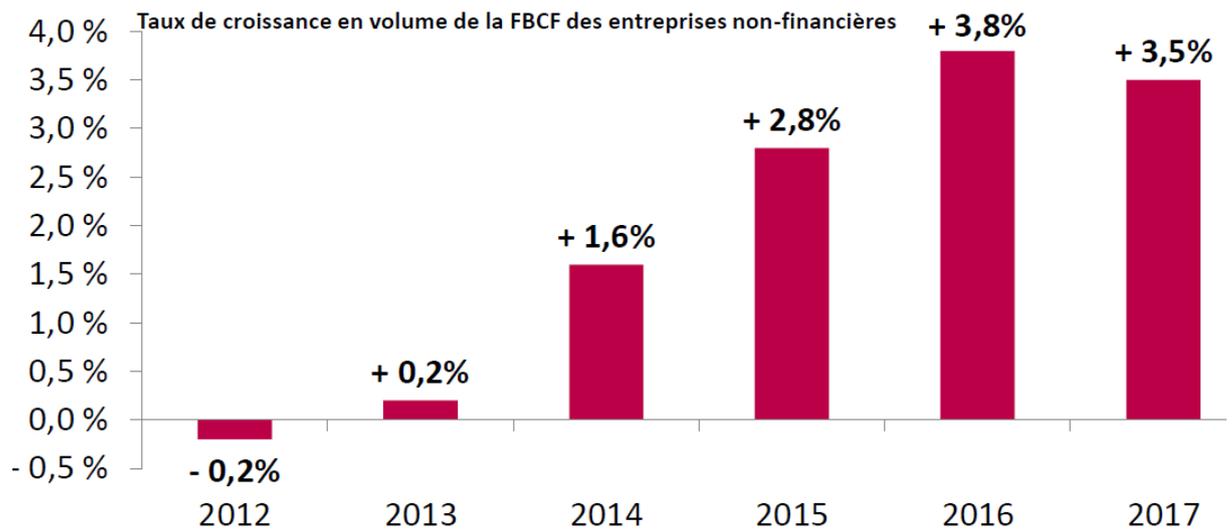
Acte 1 : « *En 2017, l'ensemble des hausses d'impôts et de charges sur les entreprises mis en œuvre depuis 2011 aura été effacé* »

« *Le taux de marge des entreprises a déjà quasiment retrouvé son niveau historique* »



Sources : INSEE, comptes trimestriels et prévisions PLF

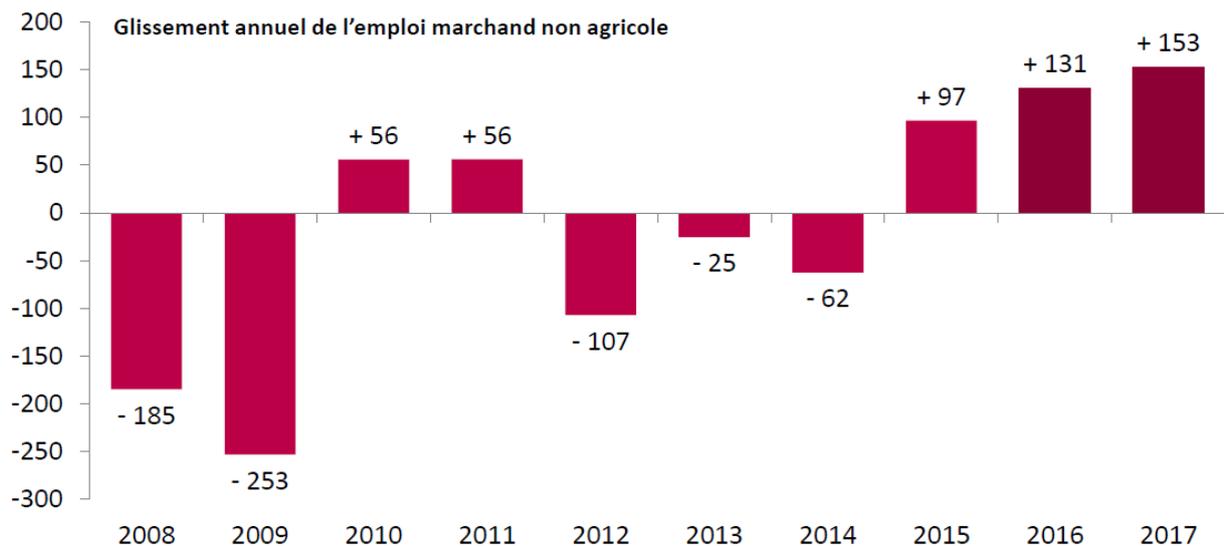
Acte 2 : « Une reprise très franche de l'investissement observée depuis fin 2014 »



Sources: INSEE, comptes annuels et prévisions PLF

6

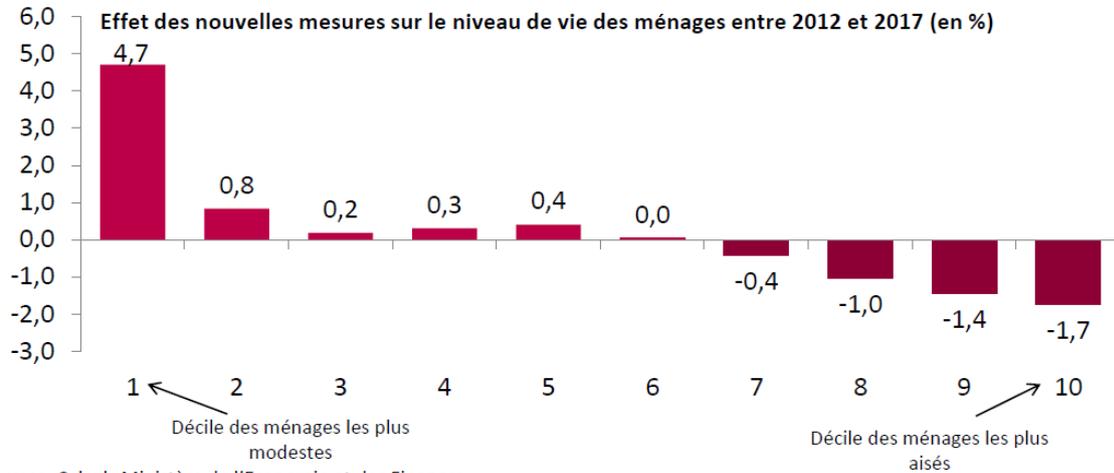
Acte 3 : « L'économie a renoué avec les créations nettes d'emploi dans le secteur marchand »



Viennent ensuite des affirmations quant à la réduction des inégalités en trois actes



Acte 1 : « Les mesures du quinquennat auront préservé le niveau de vie des ménages appartenant aux 6 premiers déciles de revenu »

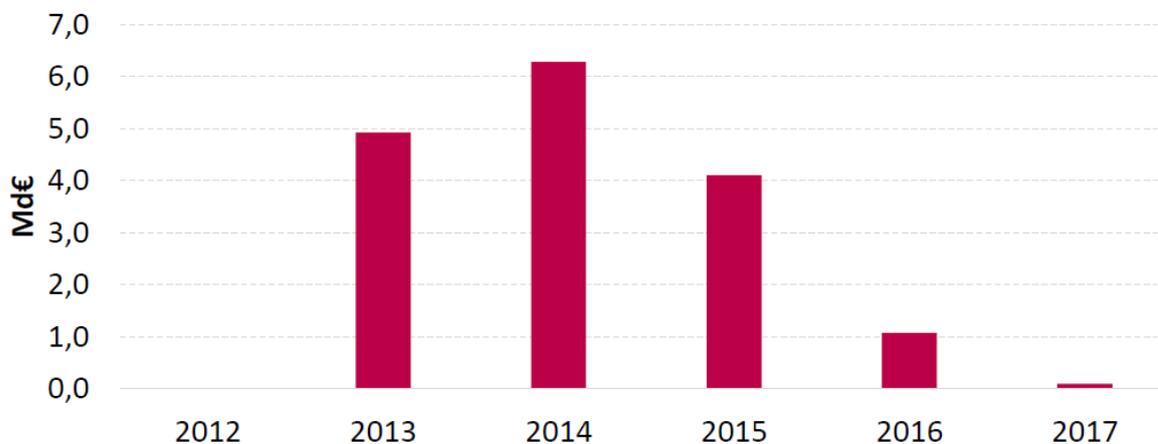


Sources: Calculs Ministère de l'Economie et des Finances

Note de lecture: Evaluation de l'effet sur le niveau de vie des ménages des mesures, touchant aux prélèvements et prestations décidées depuis mai 2012, en fonction du décile de niveau de vie. Entre 2012 et 2017, les ménages appartenant au premier décile de la distribution des revenus ont vu, en moyenne, augmenter leur niveau de vie de 4,7 % du fait des mesures décidées.

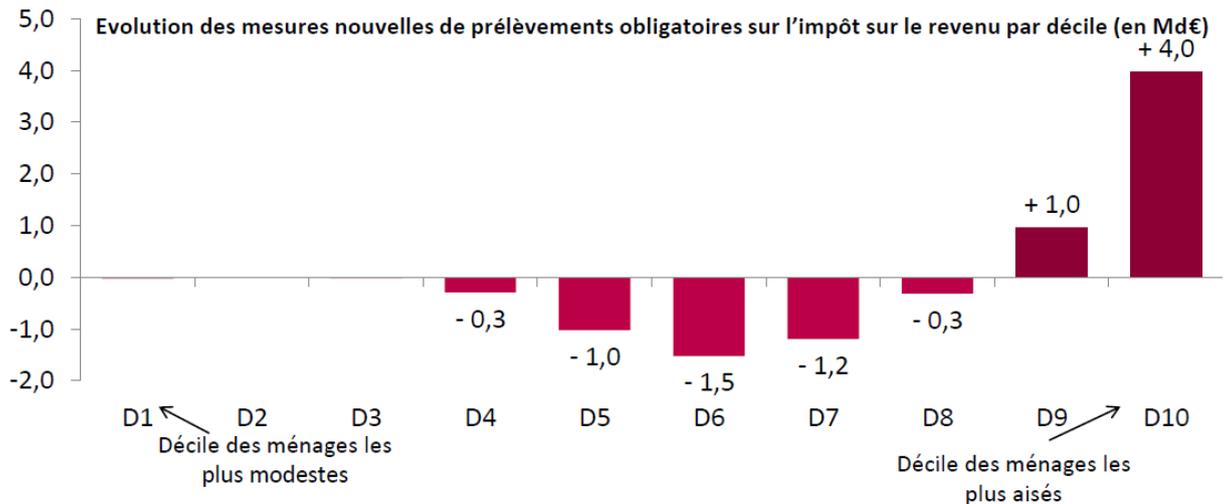
Acte 2 : il aurait été mis fin au fameux « ras le bol fiscal » et le poids de la fiscalité dans le revenu des ménages est revenu à ce qu'il était au début du quinquennat : « L'ensemble des mesures prises depuis 2012 n'auront pas conduit à augmenter les recettes de l'impôt sur le revenu »

Evolution cumulée des mesures nouvelles de prélèvements obligatoires sur l'impôt sur le revenu (en Md€)



Sources: Calculs Ministère de l'Economie et des Finances. Ensemble des mesures affectant l'impôt sur le revenu votées depuis mai 2012 (hors réforme de la PPE).

Acte 3 : le gouvernement aura été clément vis-à-vis des classes moyennes et dur vis-à-vis des riches :
 « Nos mesures ont fait baisser l'impôt sur le revenu acquitté par les classes moyennes »



Sources: Calculs Ministère de l'Economie et des Finances

Note de lecture: Le graphique présente l'effet, sur le montant total payé par chaque décile de niveau de vie, des mesures concernant l'impôt sur le revenu votées depuis 2012.

Le gouvernement annonce une certaine hausse des dépenses, dont une grande partie en faveur des entreprises, la des dépenses en faveur des collectivités étant nettement en-deçà des baisses des années précédentes.

« 14 milliards de dépenses supplémentaires » :

- 5 milliards pour le pacte de compétitivité
- 9 milliards de nouvelles mesures budgétaires



Nouvelles mesures : 9 Mds€

Dépenses de l'Etat*	5,7
Dotations des collectivités	1,2
Dépenses de santé	0,7
Baisse de cotisations artisans	0,1
Baisse d'IS PME	0,3
Baisse d'IRPP	1,0

Mesures de financement : 14 Md€

Réorientation du Pacte de responsabilité	5,0
Economies ASSO	1,5
Economies APUL	1,0
Charges d'intérêt	1,2
Lutte contre la fraude (STDR)	1,9
Décassements PIA	1,2
Contentieux fiscaux	0,7
Mesures fiscales diverses	1,3

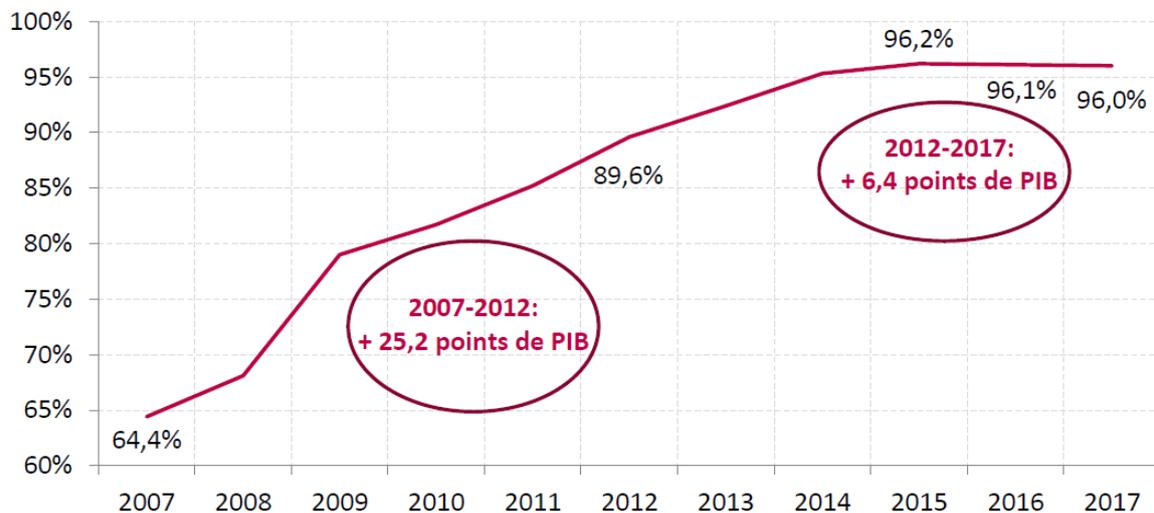


Il n'empêche que le gouvernement se vante d'une baisse du taux d'accroissement des dépenses. C'est d'autant plus problématique que les dépenses inutiles, à l'instar des aides aux entreprises comme le CICE ou le pacte de stabilité ont fortement augmenté, ce qui veut dire que « la maîtrise des dépenses s'est faite au-détriment des dépenses utiles comme l'éducation, la santé, etc.

- « Croissance moyenne des dépenses divisée par deux » :

- 2000-2012 + 3,6 % par an
- 2012-2016 + 1,6 % par an

- « Ce rééquilibrage permet de maîtriser enfin l'évolution de notre dette publique »



Des hypothèses de croissance sans doute trop optimistes

Taux de croissance du PIB : 1,5 % selon le gouvernement

Prévision trop optimiste selon les économistes : 1,2 %

En effet, on assiste à une dégradation de la croissance mondiale. N effet, le contexte de déflation et les risques importants d'une nouvelle crise financière pèsent sur l'économie mondiale.

Cf. les dernières prévisions de l'OCDE, qui a révisé en baisse pour la troisième fois cette année, ses prévisions : « L'économie mondiale est toujours piégée dans une croissance molle avec des déceptions (...) qui pèsent sur la croissance des exportations et qui alimentent la faiblesse du commerce, des investissements, de la productivité et des salaires. »